

**Direction de la Réglementation  
et de la Gestion de l'Espace Public**  
Pôle Protection des Populations

Arrêté relatif à :

France 2023 Rugby Tour

Parc des Chantiers

Du samedi 6 au dimanche 7 août 2022

Mesures de stationnement

Boulevard Bénoni Goulin

Du mercredi 3 août au mercredi 10 août 2022

Esplanade des Traceurs de Coques

Cale des Sous-Marins

Du vendredi 5 au lundi 8 août 2022

Arrêté n° 08FF0514

## Arrêté

**La Présidente,  
La Maire,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la Route,

Vu l'arrêté réglementant la circulation et le stationnement en aires piétonnes à Nantes,

Vu le dossier de déclaration de manifestation adressé à la Mairie de Nantes,

Vu le code de la Santé Publique, notamment les articles R 1334-30 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002, relatif aux bruits de voisinage,

Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l'autorité de police en matière de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures de police Parc des Chantiers à l'occasion de la manifestation susvisée,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes,

Arrêtent

Article 1 - Du mercredi 3 août 2022 à 14h00 au mercredi 10 août 2022 à 12h00, le stationnement, autre que les 6 véhicules techniques (porte-char, tracteurs + semi-remorque) nécessaires à l'organisation de la manifestation susvisée, est interdit :

- boulevard Bénoni Goulin, à compter de la place PMR située au n°38 sur un linéaire d'environ 150m.

Article 2 - Du jeudi 4 août 2022 à 7h00 au lundi 8 août 2022 à 21h00, « France 2023 » est autorisée à occuper un espace sur l'esplanade des Traceurs de Coques et cale des Sous-marins dans le parc des Chantiers, afin d'y installer son village « SNCF France 2023 – Tour Rugby » composé d'un terrain central, de plusieurs stands d'animations ludiques et d'une zone technique, conformément aux plans annexés au dossier de déclaration de manifestation.

Article 3 - Le vendredi 5 août 2022, de 7h00 à 18h00, le temps du montage et le lundi 8 août 2022, de 7h00 à 15h00, le temps du démontage, les véhicules techniques de l'organisation mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> effectuant des chargements et déchargements de matériels sont autorisés à accéder et stationner sur les espaces définis à l'article 2 le temps strictement nécessaire à ces opérations.

Article 4 - Du jeudi 4 août 2022 au lundi 8 août 2022, de 19h00 à 10h00, le véhicule de la société de gardiennage est autorisée à accéder et stationner au plus proche des installations susvisées.

Article 5 - Du vendredi 5 août 2022 à 7h00 au lundi 8 août 2022 à 15h00, les 3 véhicules techniques et engins de chantier composant la zone technique sur site sont autorisés à accéder et stationner cale des sous-marins.

Article 6 - L'accès des véhicules nécessaires à la manifestation susvisée sur la zone contrôlée citée à l'article 2, se fait après appel à partir de la borne, appel contrôlé par NGE.

Article 7 - Le présent arrêté devra être apposé derrière le pare-brise des véhicules susvisés, visible de l'extérieur.

Article 8 - L'autorisation d'occuper le domaine public est accordée à titre gratuit.

Article 9 - Il est rigoureusement interdit d'effectuer des branchements de toutes natures (électricité, eau...) sur le domaine public sans autorisation.

Article 10 - L'approvisionnement en barrières incombe au Pôle Maintenance et Ateliers.

Article 11 - L'organisateur devra délimiter au moyen de barrières les zones de « montage et de démontage » afin de les rendre inaccessibles au public.

Article 12 - L'organisateur devra mettre en place des consignes de sécurité adaptées à l'événement et connues par tous les membres de l'organisation.

Article 13 - L'organisateur devra s'assurer que les structures gonflables soient exploitées conformément aux préconisations du fabricant.

Article 14 - Le dispositif prévisionnel de secours et le dispositif de sécurité seront conformes à ceux prévus par l'organisateur dans son dossier.

Article 15 - Les canalisations d'alimentation électrique devront être disposées de telle manière qu'elles ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation du public.

Article 16 - Le montage et le liaisonnement au sol (lestage) des différentes tentes devront être réalisés de manière à assurer la sécurité du public.

Article 17 - En cas d'événement météorologique exceptionnel, l'organisateur prendra immédiatement toutes mesures pour assurer la sécurité des spectateurs, des participants ou des autres usagers, y compris décider de l'annulation, le cas échéant.

L'autorité municipale ou les services de police pourront dans les mêmes conditions ordonner l'interdiction totale ou partielle de la manifestation autorisée par le présent arrêté.

Article 18 - Le vendredi 5 août 2022, l'organisateur de la manifestation susvisée est autorisé à procéder au réglage du son de 14h00 à 17h00 puis à sonoriser les samedi 6 et dimanche 7 août 2022, de 9h00 à 21h00 les lieux de la manifestation.

Article 19 - L'organisateur doit prendre toutes dispositions pour limiter les émissions sonores selon la période de la journée. Les niveaux sonores devront prendre en compte la proximité du voisinage.

Article 20 - L'organisateur doit prendre toutes dispositions pour informer, 48h00 avant, les riverains immédiats de la tenue de la manifestation autorisée par le présent arrêté.

Article 21 - Pour des raisons de sécurité et de préservation de l'environnement la mise en place des pré-enseignes temporaires ou de tout autre objet est interdite : sur les supports de feux tricolores et de panneaux de signalisation routière, sur les poteaux de transport d'électricité et de télécommunications, ainsi que sur les arbres et les espaces verts.

Article 22 - Toute autre occupation du domaine public par des pré-enseignes temporaires, notamment leur fixation sur les candélabres de l'éclairage public, doit faire l'objet d'un accord préalable par les services concernés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole.

Article 23 - Les pré-enseignes ainsi autorisées devront être retirées, par l'organisateur, dès le lendemain de l'achèvement de la manifestation.

Article 24 - Le non-respect des dispositions énoncées aux articles précédents entraînera une intervention des services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, pour le retrait de la signalisation provisoire, aux frais de l'organisateur de la manifestation.

Article 25 - A l'occasion de l'événement susvisé, toute dégradation du domaine public ou du mobilier urbain fera l'objet d'une remise en état par les services de Nantes Métropole avec facturation au pétitionnaire.

Article 26 - A l'issue de la manifestation, l'organisateur devra veiller à laisser les sites utilisés en bon état de propreté. A défaut, les frais de nettoyage lui seront facturés.

Article 27 - En raison du plan vigipirate, les conteneurs à déchets devront être installés dans un lieu clos et inaccessible au public, et feront l'objet d'une surveillance par l'organisateur.

Article 28 - Les conducteurs de véhicules et l'organisateur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de Police.

Article 29 - M. le Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 22 juillet 2022

Pascal BOLO



L'adjoint délégué  
Pour Madame la Maire

Pascal BOLO



Le Vice-Président  
Pour la Présidente